NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
GENERALE

A/CN.4/317/Add.2
10 mai 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Trente et unième session
Genève, 14 mai - 3 août 1979
Point 1 de l'ordre du jour provisoire

NOMINATION A DES SIEGES DEVENUS VACANTS APRES ELECTION

Additif à la note du Secrétariat

I

Liste de candidats

A la suite de la publication du premier additif à la note du Secrétariat (A/CN.4/317/Add.1), le Gouvernement d'un Etat Membre a soumis les noms des candidats ci-après au siège qui est devenu vacant à la Commission du droit international du fait de l'élection de M. Roberto Ago (Italie) aux fonctions de juge à la Cour internationale de Justice :

M. Gaetano Arangio-Ruiz (Italie)

M. Giuseppe Sperduti (Italie)

GE.79-61627

II

Curriculum vitae des candidats

M. Gaetano Arangio-Ruiz

(Italie)

[Original : français]

Né à Milan en 1919.

Docteur en droit à l'Université de Naples en 1941.

Secrétaire auprès de la Société italienne pour l'organisation internationale de 1946 à 1950.

Conseilleur juridique auprès de l'Organisation internationale des réfugiés (OIR) de 1947 à 1949.

Professeur agrégé de droit international en 1950.

Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Camerino en 1952.

Chargé de cours au Collège d'Europe, Bruges, en 1952-1953.

Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Padoue de 1955 à 1967. Chargé du cours de droit constitutionnel de 1955 à 1958 et d'organisation internationale de 1959 à 1967 à la même faculté. Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Bologne de 1968 à 1974. Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Rome. Dans la même faculté, chargé du cours d'organisation internationale.

"Visiting Professor" d'organisation internationale à la Law School de l'University of Virginia, en 1965.

"Visiting Professor" de droit international auprès du Centre européen (Bologna) de la School of Advanced International Studies de la "Johns Hopkins University" de 1967 à 1975.

Lecturer à l'Académie de droit international de La Haye en 1962, 1972 et 1977.

Membre du Conseil directeur de la Société italienne pour l'organisation internationale, de la Société américaine de droit international et de la "International Law Association". Membre du Comité scientifique de la "Rivista di Diritto internazionale".

Secrétaire-rédacteur à la VIIème Conférence de droit international privé de La Haye en 1950.

Membre de la délégation italienne à la VIIIème et à la IXème session de la même Conférence de droit international privé de La Haye.

Depuis 1959, Conseiller juridique pour les questions internationales et les études législatives du Comité national pour l'énergie nucléaire. Il participe comme délégué italien aux réunions des experts et aux conférences diplomatiques pour l'adoption de conventions internationales et de règlements concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il a participé notamment à la Conférence de Paris (1960) sur la responsabilité civile pour dommages nucléaires, à la Conférence de Bruxelles (1962) sur la responsabilité des navires à propulsion nucléaire et à la Conférence de Vienne sur la responsabilité civile pour dommages nucléaires.

Membre du Conseil du contentieux diplomatique du Ministère des affaires étrangères.

Expert juridique de la Délégation italienne à la Conférence pour le désarmement de 1962 à 1966.

Représentant italien au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies ("Comité des trente et un") pour la codification des principes de droit international des relations amicales et de la coopération entre les Etats (1964-1970). Rapporteur à la session 1969 du susdit Comité.

Représentant italien à la VIème Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies aux sessions XXI (1966), XXII (1967), XXIII (1968), XXIV (1969) et XXV (1970). Rapporteur de la VIème Commission à la XXIème session.

Conseilleur juridique de la délégation italienne à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe - CSCE (1973-1975).

Conseilleur juridique de la délégation italienne à la Conférence de Belgrade pour la vérification de l'exécution de l'Acte final d'Helsinki.

Délégué de l'Italie à la Réunion de Montreux (octobre-décembre 1978) sur le règlement pacifique des différends (CSCE).

Publications principales

A. En langue italienne :

La Cambiale nel Diritto internazionale privato, 1946;

Rapporti contrattuali fra Stati e organizzazione internazionale, "Archivio giuridico Filippo Serafini" 1950;

Gli enti soggetti dell'ordinamento internazionale, Milano, 1951;

La persona giuridica come soggetto strumentale, Milano, 1952;

Gli accordi risolutivi di controversie nel diritto internazionale, "Comunicazioni e Studi" dell'Istituto di Diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, 1952;

La dinamica della base sociale nel diritto internazionale, "Annali della Facoltà giuridica" dell'Università di Camerino, 1954;

Cittadinanza commune dei contraenti e ordinamento plurilegislativo, "Rivista di diritto internazionale", 1957;

Litispendenza e competenza del giudice del luogo di conclusione o di esecuzione del contratto nella Convenzione italo-francese del 1930, ibid.;

La questione cinese, "Studi in onore di Tomaso Perassi", 1957;

Arbitrato (diritto internazionale pubblico), "Enciclopedia del diritto", Vol.II (1958);

Assegno bancario (diritto internazionale privato), ibid., vol. III (1958);

Responsabilità internazionale degli Stati per danni nucleari, "Rivista di diritto internazionale", 1959;

Cambiale (diritto internazionale privato), "Enciclopedia del diritto", vol. V (1959);

Il trattato Euratom e l'accordo nucleare Italia-Stati Uniti, "Atomo, petrolio, elettricità", 1959;

In tema di esecutorietà delle obbligazioni cambiarie, "Rivista di diritto internazionale", 1959;

La legge nucleare italiana, "Diritto ed economia nucleare", 1960;

Principi fondamentali delle convenzioni in tema di responsabilità civile per danni nucleari, "Comunicazioni e studi", dell'Istituto di Diritto internazionale e straniero dell'Università di Milano, vol. X (1960);

Il regime giuridico del mare e l'affondamento di scorie radioattive, "Europa nucleare", 1961;

Il progetto di convenzione (Bruxelles) sulla responsabilità degli armatori di navi nucleari, "Il Diritto marittimo", 1961;

La Convenzione di Bruxelles sulla responsabilità degli armatori di navi nucleari", ibid., 1962;

Controversie internazionali in "Enciclopedia del diritto", Vol. X, 1962, pp. 381-447;

Corte internazionale di giustizia, ibid., p. 1037 ff.;

Conseguenze della decolonizzazione nel diritto internazionale, "Atti del Convegno della SIOI sulle Conseguenze internazionale della decolonizzazione", Padova, 1968, pp. 151-176;

L'individuo e il Diritto internazionale, "Rivista di diritto internazionale", 1971;

Diritto Internazionale e personalità giuridica, UT ET, Torino, 1971; reprinted by Cooperativa Libraria Universitaria, Bologna, 1972.

B. En langue française :

Fournisseurs, transporteurs et exploitants dans la réglementation de la responsabilité civile pour accidents nucléaires, "Atomo, petrolio, elettricità", 1950;

L'Etat dans le sens du droit des gens et la notion du droit international, Bologne, 1975;

à paraître : Le domaine réservé comme limite des activités des organisations internationales.

C. En langue anglaise :

Preliminary reflections on the international responsibility of States for nuclear damage, in "Progress in Nuclear Energy", Series X, Vol. 3 (Nuclear Liability), editor H.L. Weinstein, Pergamon Press, 1962;

Some International Legal Problems of the Civil Uses of Nuclear Energy, Hague Recueil, 107 (1962-III), pp. 504-638;

Political Action so Far Taken to Solve the Problems of Utilizing the Ocean Depths, a report to the "Symposium on the Exploration and Exploitation of the Sea-bed and its Subsoil", organised by the Consultative Assembly of the Council of Europe, Strasbourg, 3-5 December 1970;

Reflections on the Present and Future Regime of the Sea-Bed, Rome, Accademia dei Lincei, 1969;

The Normative Role of the UN General Assembly and the Declaration of Principles of Friendly Relations, Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1972-III;

Human Rights, Self-Determination and Non-Intervention in the Helsinki Final Act (à paraître dans le Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1977).

M. Giuseppe Sperduti

(Italie)

[Original : français]

Enseignements et séminaires auprès d'académies et d'universités étrangères : Académie de droit international, La Haye, 1956 et 1967; Universidad de Valladolid, Cursos en Vitoria, 1957; Berkeley University (Californie), School of Law, 1967; Université de Genève, Faculté de droit, 1975.

Co-directeur de la Rivista di Diritto internazionale et de Collections d'études et recherches : "Problèmes de la circulation et de l'établissement dans le Traité de Rome"; "La giurisprudenza italiana in materia internazionale".

Membre d'associations scientifiques, parmi lesquelles : International Law Association et Institut de droit international.

Décoré de la médaille d'or du mérite pour l'enseignement, l'art et la culture.

Avec 40 ans d'activités scientifiques très poussées, le prof. Giuseppe Sperduti se situe parmi les personnalités scientifiques prééminentes.

Ses titres comprennent plus de 100 publications : articles, essais, monographies, cours de droit international public (Lezioni, Minao, 1958), de droit international privé (Cours général à l'Académie de droit international de La Haye, 1967), de droit de la procédure civile internationale (Lezioni, Pisa, 1958), du droit des organisations internationales (Nozioni introduttive, Roma, 1972).

Son engagement dans la recherche n'a pas connu d'interruption avec le temps, à telle enseigne que les travaux qu'il a accomplis depuis 1970 jusqu'à l'année académique 1977-78, dans sa première période d'enseignement à la Faculté de Rome, dépassent le nombre de 40.

L'incidence des résultats de ses recherches peut être constatée déjà en relation à des travaux plus anciens, tels que "Limiti della giurisdizione italiana in materia di sequestro conservativo e di provvedimenti cautelari in generale", 1938, et "Contributo alla teoria delle situazioni giuridiche soggettive", 1944. Au premier de ces travaux se rattache l'insertion dans le code de procédure civile italien, pour la première fois dans l'histoire de la codification, d'une disposition correspondante concernant la saisie-arrêt et autres mesures conservatoires.

On connaît bien l'impulsion qu'il a donnée à l'étude d'un des problèmes les plus graves de notre époque, à savoir l'individu dans le droit international; ses travaux comprennent la monographie écrite sur ce sujet en 1950 et le cours correspondant donné à l'Académie de droit international de La Haye et par la suite toute une série de contributions relatives aux libertés et droits fondamentaux.

Pour ce qui est d'autres sujets, on se bornera, par souci de brièveté, à mentionner deux travaux récents : "La recevabilité des exceptions préliminaires de fond dans le procès international", dans Mélanges Cassin, 1970, et "Norme di

applicazione necessaria e ordine publico", dans Rivista di Diritto internazionale privato e processuale, 1976. Après la publication du premier de ces travaux, on a modifié dans ce sens le Règlement de la Cour internationale de Justice (nouveau Règlement 1972, art. 67). Cette modification est à apprécier en tenant présent à l'esprit le fait que dès l'époque de la Cour permanente de justice internationale il a été de jurisprudence constante de ne pas admettre comme exceptions préliminaires dans le procès international d'autres exceptions que celles de procédure (compétence et recevabilité). Le deuxième de ces travaux a trait à un sujet de théorie générale du droit international privé. La notion mentionnée plus haut de la catégorie des normes d'application nécessaire, introduite par le prof. Sperduti il y a un quart de siècle, peut désormais être considérée comme acquise au patrimoine scientifique commun par suite de la faveur progressive qu'elle a rencontrée dans les doctrines italiennes et étrangères.

De très récents travaux marquent le commencement d'une révision sur des sujets concernant l'essence même du droit international; on citera "Il primato del diritto internazionale nel sistema del diritto interno", dans Rivista di diritto internazionale, 1978.

Publications récentes

1971

La recevabilité des exceptions préliminaires de fond dans le procès international, René Cassin Amicorum discipulorumque liber, III, Pedone, Paris.

Sulla nazionalita straniera di una societa commerciale quale condizione per la validita di un accordo di deroga alla giurisdizione italiana, Massimario di giurisprudenza del lavoro.

Observations dans l'affaire "Ringeisen", Publications de la Cour européenne des droits de l'homme, vol. II.

1972

Sulla soggettivita internazionale, Rivista di diritto internazionale.

Lezioni di Organizzazione internazionale, Nozioni introduttive, Ed. Ricerche, Roma.

The Representation of China in the United Nations, CEDAM, Padova.

1973

Tradition et renouvellement dans la théorie du droit international privé, Mélanges Wengler, Berlin.

Des actions judiciaires intentées dans un Etat du chef de nationalisation et d'expropriations opérées dans un autre Etat, Mélanges Charles Rousseau, Paris.

La liberta di circolazione e di stabilimento nei paesi della comunita economica europea, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

1974

Espropriazioni e nazionalizzazioni straniere, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

Osservazioni sul sistema europeo di protezione dei diritti dell'nomo, Studi in onore di Giuseppe Chiarelli.

Sull'interpretazione sistematica del diritto internazionale privato, Rivista di diritto internazionale privato e processuale.

Le eccezioni tratte della nozione di dominio riservato quali eccezioni preliminari di merito, Rivista di diritto internazionale.

Caratteri del sistema europeo di protezione dei diritti dell'nomo, Rivista di diritto internazionale.

Sulla presentazione di ricorsi individuali davanti alla Commissione europea del diritti dell'nomo, Rivista di diritto internazionale.

1975

Lince di una moderna concezione del diritto internazionale privato, Rivista trimestrale di diritto e procedura civile.

Sal recente "diritto internazionale privato italiano" di G. Balladore Pallieri, Rivista di diritto internazionale privato e processuale.

La societa multinazionali e le Nazioni Unite, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

Osservazioni sui ricorsi individuali alla Commissione europea del diritti dell'nomo, Studi in onore di Gaetano Morelli, Milano.

Le eccezioni tratte dalla nazioni di dominio riservato quali eccezioni preliminari di merito, Studi in onore di Manlio Udina, tomo I, Milano.

Ancora sulle eccezioni preliminari di merito, Rivista di diritto internazionale.

De la notion de "délai raisonnable" qualifiant la durée de la détention préventive selon l'article 5, paragraphe 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, Revue des droits de l'homme, 1975.

Una sentenza della Corte europea dei diritti dell'nomo sulle consultazioni governo-sindacati, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

1976

Le principe de non-discrimination dans la jouissance des droits de l'homme, Revue de droits de l'homme.

Il diritto di libera organizzazione sindacale nella Convenzione europea dei diritti dell'nomo, Diritto del lavoro.

Norme di applicazione necessaria e ordine pubblico, Rivista di diritto internazionale privato e processuale.

L'ordine publico in diritto internazionale privato, Rivista di diritto internazionale.

Nouvelles perspectives des droits de l'homme, Revue de droits de l'homme.

1977

Matrimonio e concordato, Rivista trimestrale di diritto pubblico.

Droit international privé et droit public étranger, Journal du droit international.

Les lois d'application nécessaires en tant que lois d'ordre public, Revue critique de droit international privé.

Consensus in international law. The Italian Yearbook of International Law.

Applicabilita al diritto del lavoro della nazione di norme di applicazione necessaria, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

1978

Il primato del diritto internazionale nel sistema del diritto interno, Rivista di diritto internazionale.

Sulle "limitazioni di sovranita" secondo l'articolo 11 della Costituzione, Rivista trimestrale di diritto pubblico.

La tema di rapporti fra diritto comunitario e diritto interno. Il Foro Italiano.

La garanzia primaria delle norme interne di adegnamento al diritto internazionale, Massimario di Giurisprudenza del lavoro.

Diritto comunitario e diritto interno nella giurisprudenza della Corte costituzionale italiana e della Corte di giustizia della Comunita europee : un dissidio da sanaro. Giurisprudenza costituzionale, 1978.

Dualism and Monism : a Confrontation to be overcome, The Italian Yearbook of International Law.

Sulle "Limitazioni di sovranita" secondo l'articolo 11 . della Costituzione, Rivista trimestrale di diritto pubblico.

In tema di disapplicazione di leggi in conflitto con la normativa comunitaria, Rivista di diritto internazionale.

Corte costituzionale e Corte comunitaria : un dissidio senza reale fondamento in diritto, La Comunita internazionale.

1979

Indirizzo ai giuspubblicisti per una riconsiderazione dell'efficacia interna dei trattati, Rivista di diritto internazionale.

La prevalenza in caso di conflitto della normativa comunitaria sulla legislazione nazionale, Rivista trimestrale di diritto pubblico.

La garantie par les ordres juridiques internes des droits reconnus dans la Convention européenne des droits de l'homme, Mélanges Fernand Dehousse, Liège.